

**MAIRIE DE  
CAUSSE et DIEGE  
12700**

Tél .05 65 64 66 47

Fax. 05 65 64 67 04

Email : [mairie.loupiac.caussediege@wanadoo.fr](mailto:mairie.loupiac.caussediege@wanadoo.fr)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

### **Contrat à durée déterminée d'un agent contractuel pour un accroissement temporaire d'activité**

#### **Entre**

La commune de Causse et Diège, représentée par son Maire, Serge MASBOU ; et dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 04 août 2014, ci-après désignée « la collectivité employeur »,

#### **Et**

Monsieur Arthur AVRIL, né le 05 juillet 1990 à LE CHESNAY, Yvelines, domicilié à « le Bourg » 12260 SALLES-COURBATIES, le co-contractant,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1° ;

**Vu** le décret portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**Vu** la délibération de principe autorisant le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement d'activité ;

**Vu** la candidature de Monsieur Arthur AVRIL ;

**Considérant** que l'intéressé présente une expérience professionnelle correspondant aux besoins de la collectivité;

Il a été d'un commun accord convenu ce qui suit :

#### **Article 1 : OBJET ET DUREE DU CONTRAT**

A compter du 17 mars 2020, Monsieur Arthur AVRIL est engagé à temps non complet à raison de 17H30 par semaine pour exercer les fonctions d'entretien de la voirie, des espaces verts et des bâtiments communaux en qualité d'adjoint technique territorial contractuel pour une durée déterminée de 6 mois allant jusqu'au 16 septembre 2020 inclus.

#### **Article 2 : RÉMUNÉRATION ET CONGÉS ANNUELS**

Pour l'exécution du présent contrat, Monsieur Arthur exercera ses fonctions à temps non complet pour une durée hebdomadaire d'emploi de 17H30 et percevra une rémunération calculée par référence à l'indice brut 348 / indice majoré 326 du grade de recrutement ainsi que le supplément familial de traitement.

**Article 3 : SÉCURITÉ SOCIALE – RETRAITE**

Pendant toute la durée du présent contrat, la rémunération de Monsieur Arthur AVRIL est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale. Monsieur Arthur AVRIL est affilié à l'IRCANTEC.

**Article 4 : RENOUELEMENT DU CONTRAT**

Le présent contrat pourra faire l'objet d'un renouvellement.

**Article 5 : DROITS ET OBLIGATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article 136, alinéa 2, de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, Monsieur Arthur AVRIL est soumis pendant toute la période d'exécution du présent contrat aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée et par le décret n°88-145 du 15 février 1988 susvisés.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

**Article 6 : RUPTURE DU CONTRAT**

**1) Licenciement à l'initiative de la collectivité :**

En cas de licenciement, Monsieur Arthur AVRIL a droit à un préavis d'une durée :

- De huit jours pour l'agent qui justifie d'une ancienneté inférieure à six mois de services ;
- D'un mois pour l'agent qui justifie d'une ancienneté de services comprise entre 6 mois et 2 ans,

L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est fait de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique, suite à un congé sans traitement d'une durée supérieure ou égale à un mois ainsi qu'au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

**2) Démission :**

La démission de Monsieur Arthur AVRIL doit être clairement exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Monsieur Arthur AVRIL est tenu de respecter un préavis d'une durée :

- De huit jours si la durée des services est inférieure à 6 mois de services ;
- Un mois si la durée des services est comprise entre 6 mois et 2 ans ;

**Article 7 :** le présent acte sera :

- Notifié à l'agent
- Transmis au comptable de la collectivité.

Fait en double exemplaire à Causse et Diège le 12 mars 2020

Serge MASBOU, Maire

Le co-contractant,

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.